NOVEMBRE '26 / N°4

GREENFO

LE MAGAZINE DES VERT-E-S SUISSES

LES VERT·E·S
VERTS.CH

› LES FEUX D'ARTIFICES NUISENT À LA NATURE. OUI À LEUR LIMITATION ! 4
› NON À L'ASSOUPLISSEMENT DE LA RÉEXPORTATION DE MATÉRIEL DE GUERRE 5
› RETOUR DU NUCLÉAIRE : LE RÉFÉRENDUM A ABOUTI ! 7



DE LA VOIX CONTRE L'INACTION CLIMATIQUE



EN ROUTE VERS UNE ANNÉE DE MOBILISATION

Référendums contre l'exportation d'armes vers Israël, l'Arabie saoudite ou le Soudan, contre le ruineux retour du nucléaire et contre l'accord avec le Mercosur au détriment de la forêt amazonienne : cette législature de référendums se termine comme elle a commencé, soit marquée par des reculs écologiques et sociaux, que nous combattons dans les urnes. Avec succès !

Lutter incessamment contre les attaques de la droite demande beaucoup d'énergie. Que nous préférerions déployer pour les solutions nécessaires à un avenir juste et heureux. Mais cela en vaut la peine. Grâce à votre mobilisation, nous avons empêché les méga-autoroutes ou la baisse des rentes en votation et démontré que le cartel du pouvoir au sein du Conseil fédéral mène une politique contre la population, au lieu de répondre à ses préoccupations urgentes.

Les grandes manifestations climatiques qui se sont tenues en septembre dans toutes les grandes villes du pays l'ont aussi fait entendre. Nous étions des dizaines de milliers à donner de la voix pour revendiquer une réelle protection du climat avec la sortie des énergies fossiles, la protection de nos précieuses ressources en eau et des mesures sociales pour la santé et le bien-être de toutes et tous pendant les canicules extrêmes. Pendant ce temps, Albert Rösti préfère censurer des termes comme « réchauffement climatique » ou « biodiversité » et le parlement de droite faire des économies dans la rénovation des logements.

Les élections, dans tout juste un an, arrivent à point nommé : trop chaud, trop gris, trop à droite, il faut que ça change ! Ensemble et avec l'espoir en étendard, nous allons faire la différence !

Lisa Mazzone
présidente des VERT-E-S suisses
lisa_mazzone

Impressum

Greenfo – Le magazine des VERT-E-S suisses
Waisenhausplatz 21, 3011 Berne
031 326 66 00
www.verts.ch - verts@verts.ch

Tirage 4'100 exemplaires
Rédaction : Marjorie Spart, Florian Wüstholz
Traduction : Marjorie Spart, Oscar Hughes
Mise en page et illustrations : Tom Wahli
Imprimerie : Bubenberg Druck
Photos: Keystone (p. 1), Mirjam Kottmann (p.2), Unsplash/Matt Boitor (p.3), Tom Wahli (p.4), Susanne Gafner (p. 5), Monika Flückiger (p. 5), Julia Hostettler (p.7), Unsplash/Jeremy Mowery (p.7), Béatrice Devènes (pp. 3, 4, 5, 6, 7), Myrto Vandersee (p.8)
Paraît quatre fois par an.
Abonnement annuel : CHF 20.–
(compris dans la cotisation de membre)

Soutenez les VERT-E-S en versant un don
IBAN CH02 0900 0000 8002 6747 3 ou
www.verts.ch/faire-un-don

BESOIN DE VOUS : DEUX INITIATIVES À SIGNER !



Initiative pour la Palestine : Il est temps que la Confédération reconnaisse officiellement l'État de Palestine. Cette reconnaissance s'inscrit dans le respect du droit international, de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle ouvre la voie à une paix juste et durable au Proche-Orient.

Initiative abeilles : Les abeilles et les insectes pollinisateurs suisses vont mal. C'est pourquoi une large alliance a lancé l'Initiative abeilles qui vise à inscrire la protection de la pollinisation dans un nouvel article constitutionnel. La pollinisation joue un rôle essentiel dans la préservation des ressources naturelles.





SORTONS DES ÉNERGIES FOSSILES POUR LUTTER CONTRE LA CRISE CLIMATIQUE !

Après cette année de tous les records, il est temps de s'attaquer aux causes de la crise climatique : les énergies fossiles. Seule une action déterminée pour en sortir permettra d'atténuer les changements. Car nous ne pouvons pas vivre des étés à 50 degrés.

L'été 2026 est celui de tous les records : canicules à répétition, fonte des glaciers, sécheresses intenses, niveaux des rivières au plus bas. La canicule a entraîné dans son sillon la mort de nombreuses personnes, les plus vulnérables. Mais elle a aussi affaibli les écosystèmes, mis à mal les forêts et porté un coup fatal à de nombreuses espèces animales.

La Suisse a été touchée de plein fouet par les conséquences de la crise climatique. La communauté scientifique nous alerte depuis des dizaines d'années sur les risques et l'urgence d'agir. Pourtant, face à cette situation, qu'a fait le Conseil fédéral ? Il a minimisé les événements et n'est pas sorti de sa torpeur. Pire, le ministre de l'Environnement, Albert Rösti, s'est étonné de la situation : « Je ne l'avais pas vu venir », a-t-il dit dans les médias… Après cet aveu sidérant, on a découvert dans la presse que le Département de l'environnement avait banni l'expression « changement climatique » de ses rapports. Cette irresponsabilité sabote la mise en œuvre d'une protection efficace du climat.

Un plan d'action clair

En conséquence, il manque toujours un plan d'action exhaustif contre la canicule. L'élaboration de la stratégie nationale sur l'eau se fait toujours attendre. En outre, il apparaît de plus en plus clairement à quel point le manque de protection du climat nous coûte cher et met nos vies en danger. Pour pousser le Conseil fédéral à agir, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans les grandes villes de Suisse. Elles ont martelé « pas d'été à 50 degrés » et exigé une vraie protection climatique. Le gouvernement ne peut plus ignorer les faits ni la population.

Face aux canicules, la Suisse doit agir sur deux axes : mettre en place des mesures concrètes d'adaptation au changement climatiques, comme celles que nous proposons dans notre plan canicule – reverdir les villes, rendre les sols perméables, instaurer un droit à l'ombre, rafraîchir les établissements de santé et d'étude, protéger celles et ceux qui travaillent en extérieur, ou encore protéger les eaux. Mais la Suisse doit également agir sur les causes du réchauffement climatique en réduisant drastiquement ses émissions de CO_2, ici dans notre pays, et non en achetant des certificats de compensation à l'étranger. C'est pourquoi elle doit sortir rapidement des énergies fossiles.

Vers la fin du mazout et du gaz

Cet automne, les VERT-E-S ont initié un débat d'actualité sur la canicule et la sécheresse. Albert Rösti a été sommé de s'expliquer sur son inaction et ce qu'il compte faire pour protéger la population à l'avenir. Ses réponses ? Vides.

Face à cet abysse, c'est à nous toutes et tous de faire pression ! Voilà pourquoi nous avons lancé la pétition « sortir maintenant des énergies fossiles ». En la signant, vous nous aidez à mettre en œuvre une politique climatique qui s'attaque au réchauffement à la racine. Cette pétition renforce les deux motions déposées par le groupe parlementaire et qui demandent justement la sortie programmée des énergies fossiles dans les domaines du chauffage et des transports. Merci pour votre engagement. Ensemble, offrons à nos enfants l'avenir qu'ils méritent.

Signez la pétition !



Greta Gysin
conseillère nationale TI
présidente du groupe parlementaire

FAIRE LA FÊTE SANS FEUX D'ARTIFICE, C'EST POSSIBLE

L'initiative « Pour une limitation des feux d'artifice » vise à mieux protéger la population, les animaux et l'environnement des nuisances causées par les engins pyrotechniques. En plus du bruit qui effraie les animaux, plusieurs centaines de tonnes de particules fines et de déchets polluent nos écosystèmes. Pour les VERT-E-S, c'est clair : cette initiative mérite un grand Oui !

Durant les jours qui précèdent le Nouvel An et le 1er Août, beaucoup n'ont pas le cœur à la fête. Le bruit des feux d'artifice les inquiète, surtout pour leurs animaux. Quiconque a un animal domestique ou de rente connaît bien le problème. Les détonations et les éclairs, qui se répètent, de manière soudaine et inattendue, effraient les animaux et leur causent un stress considérable. Chaque année, la panique et un instinct de fuite entraînent des blessures, voire la mort de certains d'entre eux. Les animaux sauvages souffrent des nuisances dues aux pétards et peuvent perdre de précieuses réserves d'énergie en tentant de s'enfuir.

Double peine pour l'agriculture

En plus du bruit, l'agriculture pâtit directement de ces feux car de grandes quantités de déchets finissent dans les champs. Si ces débris ne sont pas ramassés au prix d'un travail long et fastidieux, ils finissent dans le fourrage et blessent les animaux. Mais les paysannes et les paysans ne sont pas les seul-e-s concerné-e-s. De très nombreuses personnes sont dérangées par les détonations, les déchets et les particules fines qui polluent l'air et nos écosystèmes.

L'initiative sur les feux d'artifice bénéficie d'un large soutien. Ces dernières années, de nombreuses communes ont pris les devants en interdisant les feux au niveau local. Pour éviter la cacophonie des réglementations locales et cantonales, il est important d'avoir une loi-cadre, uniforme et applicable, qui indique où et quand des engins pyrotechniques sont autorisés.

Une restriction proportionnée

Personne ne devra pour autant renoncer complètement aux feux d'artifice. L'initiative ne prévoit pas une interdiction totale. Seuls les engins pyrotechniques bruyants seront interdits. D'autres, comme les vésuves, resteront autorisés. De plus, des autorisations cantonales exceptionnelles pourront être délivrées pour des événements d'importance suprarégionale. Ainsi, les grands feux d'artifice publics resteront possibles. Ceux-ci sont moins problématiques que l'utilisation individuelle de feux d'artifice, car ils se déroulent dans un cadre temporel et géographique clairement défini, ce qui réduit leurs effets négatifs.

Au Parlement, la demande de l'initiative visant à protéger la population, les animaux et l'environnement des effets négatifs des feux d'artifice a été soutenue par le groupe des VERT-E-S. Nous nous sommes fortement engagé-e-s en faveur d'un contre-projet indirect, et le projet élaboré par la commission était un bon pas dans la bonne direction. Il a d'ailleurs été accueilli majoritairement de manière positive lors de la consultation.

Cependant, la majorité bourgeoise du Parlement a vidé le contre-projet de toute sa substance, si bien que nous ne pouvions plus le soutenir et l'avons finalement rejeté lors du vote final. Désormais, c'est « tout ou rien » : l'initiative sera soumise au vote sans contre-projet, et nous avons la chance de mettre fin aux pétarades dans les urnes. C'est pourquoi nous soutiendrons le Oui à l'initiative sur les feux d'artifice le 29 novembre.



Fabien Fivaz
conseiller aux Etats NE
ffivaz



PAS D'ARMES SUISSES DANS LES ZONES DE GUERRE !

Le Conseil fédéral et le Parlement veulent assouplir les règles sur les exportations de matériel de guerre suisse. De nombreux pays, dont les États-Unis, pourraient se voir livrer des armes sans aucune réglementation, même s'ils sont en guerre. Les pays pourraient revendre plus facilement des armes suisses. Pour les VERT-E-S, ce sera un Non très clair le 29 novembre à cet assouplissement qui ne sert que les intérêts de l'industrie de l'armement.

La loi suisse sur le matériel de guerre comporte d'importants garde-fous que le Conseil fédéral et la majorité bourgeoise du Parlement veulent supprimer à travers la révision soumise au peuple. Tout d'abord, il deviendrait possible d'exporter des armes vers une longue liste de pays réputés « sûrs » même si ces pays sont impliqués dans un conflit armé interne ou international. Dans cette liste, on trouve par exemple les États-Unis, dont la légalité des agressions récentes est plus que discutable. Ensuite, pour tous les pays acheteurs, la déclaration de non-réexportation ne serait plus requise d'office. Les restrictions à ces nouvelles règles seraient décidées par le Conseil fédéral de son propre chef.

C'est précisément ce point que l'initiative correctrice de 2019 voulait empêcher. Or en 2021, l'alliance, dont les VERT-E-S faisaient partie, a accepté de retirer l'initiative, puisque le Parlement avait établi des règles pour empêcher qu'un tel pouvoir se retrouve entre les mains du Conseil fédéral. L'assouplissement de la loi remet en cause ce compromis négocié au prix du retrait de l'initiative correctrice et ces assouplissements reviennent donc aujourd'hui par la petite porte.

L'Ukraine n'en profite pas du tout

Comble du cynisme, la loi n'autorise ni les livraisons directes d'armes ni la transmission de matériel de guerre à l'Ukraine, alors que la révision de la loi a été entreprise dans une volonté d'aider l'Ukraine… Cette concession a été faite par les partis bourgeois à l'UDC pour faire passer la loi. Ce qui reste, c'est un assouplissement pour tous les autres pays. On ne pourrait quasiment plus empêcher la livraison d'armes aux USA et donc éventuellement la présence de matériel de guerre suisse en Iran ou réexporté en Israël. Les Émirats arabes obtiendraient aussi plus facilement des armes suisses et pourraient les transmettre sans peine, par exemple au Yémen ou au Soudan. Ce risque est bien réel : des grenades de RUAG vendues aux Émirats arabes se sont déjà retrouvées entre les mains de l'État islamique.

L'industrie de l'armement prétend que les règles actuelles causeront sa perte. Mais l'année dernière, elle a exporté des armes pour une valeur de près d'un milliard de francs ! C'était la deuxième meilleure année de son histoire. L'industrie suisse de l'armement n'a donc rien à craindre. Ce qu'elle veut en priorité : tirer profit de la course mondiale à l'armement.

Cette votation va au-delà des exportations d'armes. Il s'agit de savoir si les processus de contrôles démocratiquement acquis comptent encore ou si la Suisse se lave les mains de ce qu'il advient de ses armes. Les VERT-E-S se sont battu-e-s pour ce contrôle en 2021 et continuent de le faire aujourd'hui. Cette réforme ne sert ni la paix, ni la sécurité internationale. C'est pourquoi nous avons soutenu le référendum et disons clairement Non le 29 novembre.



Clarence Chollet
conseillère nationale NE
clarencechollet

FINANCER LA 13 RENTE AVS EST UN OBJECTIF PRIORITAIRE

La hausse de la TVA pour financer la 13e rente mérite le soutien des VERT-E-S : c'est un investissement bienvenu pour l'œuvre sociale la plus importante de Suisse.

Hausser de 0,4 point normal la TVA permettra d'injecter 1,5 milliard de francs par an dans le fonds AVS. Ce qui éloigne la menace de coupes dans les prestations.

Au Parlement, les VERT-E-S ont défendu le compromis trouvé avec le Conseil des États, qui combinait cette hausse avec une augmentation modérée des cotisations salariales. Mais avec cette majorité, la hausse de la TVA est la seule solution qui reste sur la table. Et elle mérite notre soutien. Car derrière ce débat technique, il y a une question simple : voulons-nous garantir durablement la 13e rente AVS voulue par 58 % de la population ? Oui. Et pour cela, il faut des recettes. Le taux normal de la TVA passera de 8,1 à 8,5 %, tandis que le taux réduit de 2,6 % restera inchangé. Les biens de première nécessité sont et resteront ainsi protégés.

Ce financement supplémentaire de l'AVS sera donc assumé par les personnes actives comme par les retraité-e-s, par les ménages comme par les touristes. La 13e rente sera aussi financée par une partie importante du monde économique, notamment dans les secteurs bancaires et financiers. Et puisque le taux réduit de TVA ne bouge pas, la hausse ne porte que sur la consommation soumise au taux normal. Certes, la TVA n'est pas un impôt progressif : elle pèse davantage sur les petits revenus. Mais les personnes qui consomment le plus, contribuent aussi le plus en valeur absolue.

En résumé, cette solution n'est pas celle que nous espérerions. Mais elle permet de financer une partie de la 13e rente si importante pour les petites retraites. Et à choisir entre une contribution modérée de l'ensemble de la population et la menace de la droite de coupes ou d'augmentation de l'âge de la retraite, c'est clair : finançons la solidarité plutôt que de la démanteler.

Oui le 29 novembre !



Léonore Porchet
conseillère nationale VD
LeonorePorchet

UNE INITIATIVE QUI NOUS RAMÈNE EN ARRIÈRE

En mars, les VERT-E-S ont soutenu l'imposition individuelle. Aujourd'hui, nous nous opposons à l'initiative fiscale du Centre qui veut instaurer de nouvelles inégalités.

Le 8 mars dernier, le peuple suisse a fait un choix important : en adoptant l'imposition individuelle, chacune et chacun sera désormais imposé indépendamment de son état civil. C'est une avancée réalisée notamment grâce à l'engagement des VERT-E-S depuis la récolte des signatures jusqu'à la campagne de votation. Nous avons défendu ce projet parce qu'il renforçait l'indépendance économique des femmes tout en dépénalisant le mariage.

Quelques mois plus tard, l'initiative du Centre sur la « pénalisation du mariage », sur laquelle nous votons le 29 novembre, vient compliquer les choses. Si elle est acceptée, elle maintiendrait l'imposition commune des couples mariés pour l'impôt fédéral direct, alors que cantons et communes devront passer à l'imposition individuelle. En plus de faire coexister laborieusement deux systèmes en parallèle, elle rattache à nouveau la femme à la déclaration fiscale de son mari. Sans compter qu'elle crée aussi une iniquité pour les couples non mariés.

L'initiative du Centre favorise dans les faits fiscalement les plus hauts revenus et entraîne des pertes fiscales fédérales pouvant aller jusqu'à 3 milliards de francs par an. En conséquence, il est à craindre que la majorité du Parlement demande de nouveaux plans d'économies, dans le social, le climat et la protection de l'environnement.

Cette initiative revient en arrière en instaurant à nouveau une inégalité de traitement et en cimentant un modèle familial plutôt traditionnel qui ne reflète pas la réalité de la majorité des ménages suisses. C'est pourquoi, nous disons Non le 29 novembre.



Sophie Michaud Gigon
conseillère nationale VD
smichaudgigon



PLUS DE 131'000 SIGNATURES CONTRE LE RETOUR DU NUCLÉAIRE !

En moins de trois mois, plus de 131'000 signatures ont été récoltées contre un dangereux retour du nucléaire. Preuve que la population ne veut pas de ce projet d'un autre temps. Nous sommes prêt-e-s à mener la plus grande campagne de notre histoire !

C'est un véritable plébiscite qu'a rencontré le référendum contre le retour du nucléaire, porté par une large alliance dont font partie les VERT-E-S. Forts de ce soutien populaire, nous nous lançons avec conviction dans la campagne pour une votation qui s'annonce très disputée et qui se tiendra certainement en février prochain.

Alors que la population s'est clairement prononcée pour la sortie du nucléaire, puis à deux reprises en faveur des énergies renouvelables, c'est un véritable retour en arrière que défendent le Conseil fédéral et le Parlement en voulant lever l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires. Mais la population n'est pas dupe, comme le prouve la rapidité avec laquelle les signatures pour le référendum ont été récoltées. Elle ne veut pas d'une énergie dangereuse, coûteuse et qui nuit à la transition énergétique. De plus, les centrales nous rendent dépendant-e-s de pays autoritaires, qui détiennent l'uranium nécessaire pour produire de l'énergie. La Suisse s'est engagée sur la voie de la transition par les énergies renouvelables, et c'est bien là qu'elle doit continuer à cheminer.

Nous organisons dès à présent la plus grande campagne de notre histoire. Et nous avons besoin de vous ! D'ici décembre, nous voulons donner la plus grande visibilité à notre opposition au retour de l'atome. Distribution de flyer, pose de drapeaux, diffusion de nos arguments : merci de nous aider à remporter cette importante victoire. Non au retour du nucléaire !

Soutenez la campagne contre le retour du nucléaire !



Christophe Clivaz
conseiller national VS
christophe-clivaz.bsky

STOP À L'ACCORD DESTRUCTEUR AVEC LE MERCOSUR !

Nous avons fait aboutir le référendum contre l'accord de libre-échange avec la Malaisie. C'est au tour de celui avec le Mercosur. Non à la destruction de la forêt tropicale et au travail forcé. Non au libre-échange au détriment de l'environnement, des droits humains et de la paysannerie Suisse!

Les VERT-E-S, au sein d'une large alliance de la société civile, ont lancé le référendum contre l'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur. Cet accord encourage la déforestation en Amazonie. Mais il met aussi en danger la protection des animaux en Suisse et sacrifie nos agricultrices et agriculteurs au profit de cultures hautement industrialisées. Alors que la forêt amazonienne brûle, conclure un tel accord commercial est irresponsable. Les conséquences de la déforestation sont graves : le réchauffement climatique s'accélère, les écosystèmes disparaissent et la sécheresse s'aggrave. Après avoir vécu l'été le plus chaud depuis le début des mesures, attaquer ainsi frontalement la forêt tropicale, qui participe à la protection du climat, est totalement aberrant.

De plus, le projet validé par la majorité bourgeoise du Parlement ne contient aucune mesure efficace contre la déforestation et le travail forcé. Les VERT-E-S ne peuvent soutenir un tel accord qui nuit à la forêt tropicale, aux populations autochtones, et qui porte un coup dur à nos agriculteurs et agricultrices en Suisse. Car cet accord permettra des importations massives de viande et de vins bon marché dont la production ne respecte pas nos standards. Cette concurrence déloyale mettra encore plus sous pression tant nos paysannes et nos paysans que le bien-être animal. Merci de signer et faire signer le référendum.





Rudi Berli
conseiller national GE
rudiberli



UN AVENIR JUSTE ET DURABLE A BESOIN DES VOIX DE LA JEUNESSE

La protection du climat et la justice sociale me préoccupent depuis longtemps. En tant que nouvelle co-présidente des Jeunes Vert-e-x-s, je souhaite donner une voix à la jeunesse et porter ses perspectives en politique.

J'ai appris très tôt à prendre des responsabilités et à prendre soin des autres. J'ai appris à apprécier et à protéger la nature. Ayant grandi dans les trois langues nationales, entre le Tessin et Bâle, j'ai appris à remettre en question ce qui semblait évident.

De la protection du climat aux questions systémiques

Mon petit monde s'est effondré lorsqu'à 15 ans, j'ai rédigé un travail scolaire sur Monsanto. Ce qui n'était au départ qu'une analyse d'une seule entreprise m'a ouvert les yeux sur les liens profonds entre l'environnement, la santé et les questions sociales. De mon inquiétude pour la nature est né le désir de mieux comprendre les processus à l'origine des problèmes environnementaux. C'est pourquoi j'ai étudié les sciences de l'environnement à Fribourg-en-Brisgau. Je me suis passionnée pour l'aménagement du territoire et la construction circulaire. Parallèlement, je me suis engagée dans des mouvements écologistes et j'ai participé à plusieurs festivals.

Plus je me suis intéressée aux liens entre les différents enjeux écologiques, plus j'ai compris que de nombreuses crises environnementales ne relèvent pas seulement des problèmes écologiques : elles sont aussi révélatrices de la manière dont notre société est organisée. Mon intérêt s'est progressivement élargi : des questions climatiques et environnementales classiques, je me suis tournée vers une approche qui prend en compte les liens entre les multiples crises auxquelles nous sommes confronté-e-s.

C'est notamment ce qui m'a amenée à approfondir les dynamiques sociales et sociopolitiques dans le cadre d'un master en durabilité à l'Université de Lausanne. Les questions relatives au colonialisme, à l'économie et à la justice sociale sont désormais tout aussi centrales pour moi que la manière dont nous pouvons renforcer la démocratie.

Voix des jeunes et participation politique

La formation et faire entendre la voix de la jeunesse sont deux thèmes pour lesquels je m'engage depuis longtemps. Nous vivons dans une société adultiste : les voix et les opinions des jeunes sont systématiquement et démesurément dévalorisées ou ignorées. Ces préoccupations m'ont amenée à m'engager auprès de « Make the Change » et à co-créer des programmes éducatifs pour les jeunes.

J'ai aujourd'hui la chance d'approfondir cette question qui me tient à cœur dans le cadre de mon travail de master, consacré aux obstacles et aux facteurs qui favorisent la participation des jeunes.

Mon parcours m'a montré à quel point tout est lié. Je souhaite désormais apporter aux Jeunes Vert-e-x-s cette compréhension intersectionnelle des défis actuels, ainsi que ma réflexion sur les obstacles à la participation politique des jeunes. Je suis très heureuse de la confiance qui m'a été accordée avec mon élection à la co-présidence des Jeunes Vert-e-x-s. Et je me réjouis de m'investir, d'écouter, de découvrir de nouvelles perspectives et de réfléchir à l'avenir. Je suis impatiente de découvrir les rencontres, les discussions et les idées qui en naîtront – et de chercher ensemble des moyens de rendre possible un changement juste et durable.

Myrto Vandersee
co-présidente des Jeunes Vert-e-x-s
myrt0.o